

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

PREMIER MINISTERE

CAISSE DES DEPOTS ET DE DEVELOPPEMENT



RAPPORT ANNUEL

2016

Caisse des Dépôts et de Développement (CDD)

B.P. 5005 Nouakchott

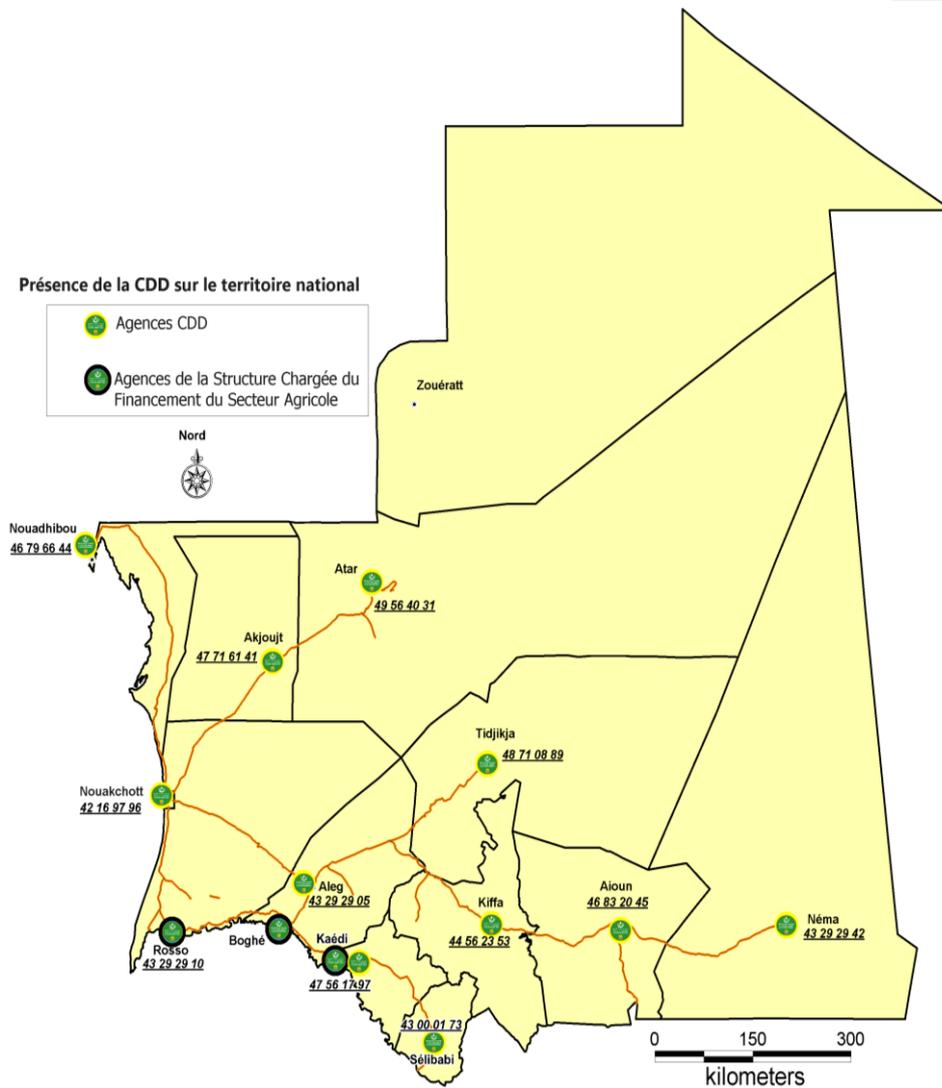
Tél. 45 25 07 55

Fax. 45 24 43 56

Présence de la CDD sur le territoire national

-  Agences CDD
-  Agences de la Structure Chargée du Financement du Secteur Agricole

Nord



SOMMAIRE

MOT DU DIRECTEUR GENERAL	5
PROFIL DE LA CDD	<u>76</u>
RESSOURCES DE LA CAISSE	<u>109</u>
ACCOMPAGNEMENT DU SECTEUR PUBLIC	<u>1140</u>
FINANCEMENT DU SECTEUR PRIVE	<u>1312</u>
FONDS DE SOUTIEN A L'EMPLOI	<u>1312</u>
FINANCEMENT DES PME	<u>1615</u>
PARTENARIATS ET COOPERATION	<u>1716</u>
ZOOM SUR DES PROJETS FINANCES	<u>1817</u>
RAPPORT FINANCIER	<u>2827</u>

LISTE DES ACRONYMES

AGRDR	Activités Génératrices de Revenus Durables
ANAPEJ	Agence Nationale de Promotion de l'Emploi des Jeunes
ATTM	Société d'Assainissement, de Travaux, de Transport et de Maintenance
BCM	Banque Centrale de Mauritanie
BIC	Bénéfice Industriel et Commercial (impôt sur)
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CDD	Caisse des Dépôts et de Développement
CDG	Caisse des Dépôts et de Gestion
CNAM	Caisse Nationale d'Assurance Maladie
CNSS	Caisse Nationale de Sécurité Sociale
CSA	Commissariat à la Sécurité Alimentaire
DC	Diplômé Chômeur
DD	Direction du Développement
DDC	Direction des Dépôts et Consignations
EPA	Etablissement Public Administratif
FADES	Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social
FKDEA	Fonds Koweïtien pour le Développement Economique des Pays Arabes
FSE	Fonds de Soutien à l'Emploi
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
IMF	Impôt Minimum Forfaitaire
IRF	Impôt sur le Revenu de la Fortune
ISCAE	Institut Supérieur de Comptabilité et d'Administration des Entreprises
ITS	Impôt sur Traitements et Salaires
MF	Ministère des Finances
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PNB	Produit Net Bancaire
SAS	Société Anonyme Simplifiée
SCFSA	Structure Chargée du Financement du Secteur Agricole
SNAAT	Société Nationale des Aménagements Agricoles et des Travaux
SNIM	Société Nationale Industrielle et Minière
SOGEM	Société de Gestion de l'Electricité de Manantali
SONIMEX	Société Nationale d'Importation et d'Exportation
TPE	Très Petites Entreprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée

Mot du Directeur Général

La Caisse des Dépôts et de Développement (CDD), en cohérence avec la stratégie du gouvernement en matière de développement économique et social, s'est attelée à poursuivre, au cours de l'année 2016, à asseoir son positionnement de bras opérationnel du Gouvernement son action dans les domaines de : l'appui pour le financement du développement économique et social du pays, à travers l'accompagnement des politiques sectorielles publiques ; de conduite de mandats de gestion pour le compte de l'Etat, à travers notamment la poursuite de la prise en charge du Fonds de Soutien à l'Emploi (FSE) et le financement du secteur agricole; et du le financement de Petites et Moyennes Entreprises (PME) du secteur privé.



Mis en forme : Surlignage

L'accompagnement du secteur public s'est traduit notamment par la commercialisation de la production rizicole, le financement d'une importante usine de transformation de paddy qui aura vocation, entre autres, à réguler le marché dans ce domaine ainsi que la poursuite d'un programme de construction de 300 logements sociaux à Zouerate, le financement d'une usine de décorticage du riz à Rosso et la préparation des études pour la réalisation d'une usine de lait à Boghé.

Mis en forme : Surlignage

La conduite du « Fonds de Soutien à l'Emploi (FSE) », programme à haute valeur sociale et économique, a permis l'obtention de résultats importants avec le financement de plus de 5.500 petits projets pour un montant de 5.3 milliards d'Ouguiya. L'année 2016 a été également marquée par On notera, sur ce registre, le démarrage effectif des activités du Crédit Agricole de Mauritanie (CAM-sa), en tant qu'filiale de la CDD dédiée au financement du secteur agricole. C'est ainsi qu'À ce titre, qu'un montant global de 4.7 Milliards d'Ouguiya a été décaissé pour financer plus de 968 producteurs.

Quant au « Fonds de Soutien à l'Emploi (FSE) », programme de portée nationale à caractère social, des résultats importants ont été atteints à travers, le financement de plus de 5.500 projets pour un montant de 5.3 milliards. Depuis 2015, le recyclage des fonds recouverts (revolving) a été privilégié.

Enfin, en matière de financement du secteur privé, la CDD a pu accompagner plus de 200 projets dans les différents secteurs d'activités de l'économie, avec une enveloppe accordée d'environ 6 milliards d'Ouguiya.

En outre, la Caisse a engagé ou poursuivi, au cours de l'année, nombre d'initiatives dans la voie de la valorisation des matières premières locales du pays à travers des partenariats conçus pour tirer parti au mieux des potentialités locales du pays. Il s'agit, entre autres, du soutien à des projets orientés vers la valorisation de matières premières telles les mines (usine de fer à béton), le lait (processus de réalisation d'usines de transformation de lait, de fabrication du bétail) ou de l'agriculture (unités de transformation du riz).

Par ailleurs, il importe de noter que la CDD a pu, par le respect des procédures et normes reconnues en matière de gestion des risques, maintenir les taux de recouvrement des crédits

dans des proportions compatibles avec les pratiques usuellement admises, qu'il s'agisse des prêts accordés sur ~~qui oscillent~~ portefeuille PME ou des prêts consentis dans le cadre du ~~autour de~~ 70% pour le Fonds de soutien à l'emploi et 81% pour le portefeuille des PME du secteur privé. A cet égard, la Caisse entend continuer à donner à l'action de recouvrement toute son importance pour en améliorer l'efficacité de manière durable.

Sur le plan financier, les résultats de l'année 2016 font ressortir un total de bilan de 86.6 milliards d'Ouguiyas, un total du hors-bilan de 14.9 milliards, des revenus d'exploitation, qui ont atteint 3.4 milliards d'Ouguiya, comparables à leur niveau de 2015, et un résultat comptable positif de 1.0 milliards d'Ouguiya.

Les ressources du bilan sont essentiellement composées des dépôts à vue auprès de la Caisse (61.3 milliards d'Ouguiya), des capitaux propres (12.3 milliards) et d'un emprunt contracté auprès du FADES (5.0 milliards). Au niveau des emplois, l'essentiel de l'actif est composé de trésorerie (49.8 milliards), de crédits à la clientèle (24.5 milliards) et de placements à terme auprès du système bancaire (3.6 milliards).

Mohamadou Youssof DIAGANA

Directeur Général de la Caisse des Dépôts et de Développement

Mis en forme : Non Surlignage

Mis en forme : Non Surlignage

Mis en forme : Non Surlignage

Mis en forme : Surlignage

Mis en forme : Surlignage

Profil de la CDD

La CDD est un investisseur à court, moyen et long termes au service de l'intérêt général en appui des politiques publiques et qui peut exercer des activités concurrentielles.

Elle est chargée, à travers ses directions opérationnelles de :

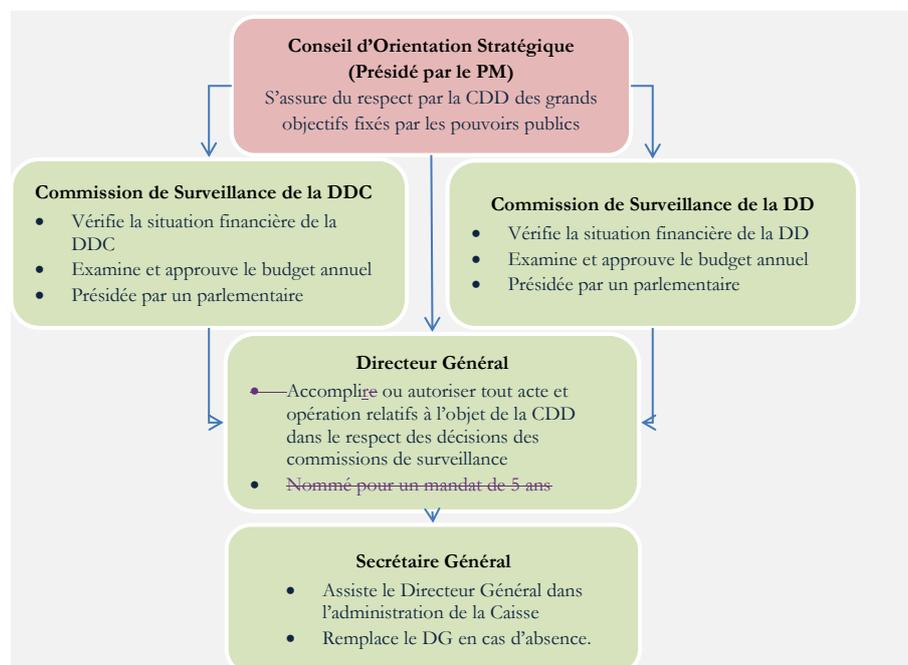
- ☞ Gérer les dépôts des clients ;
- ☞ Octroyer des crédits et développer notamment le microcrédit dans les secteurs non couverts par des organismes publics ou privés ;
- ☞ Octroyer des garanties aux bailleurs de fonds sur certains projets identifiés ;
- ☞ Emprunter sur le marché et prendre des mesures de couverture de risque ;
- ☞ Gérer les mandats donnés par les clients ;
- ☞ Appuyer les politiques de développement décentralisé ;
- ☞ Appuyer les politiques sociales dans les domaines, notamment : de l'emploi, de la sécurité alimentaire, de l'habitat social et de la petite et moyenne entreprise.

Direction des Dépôts et Consignations

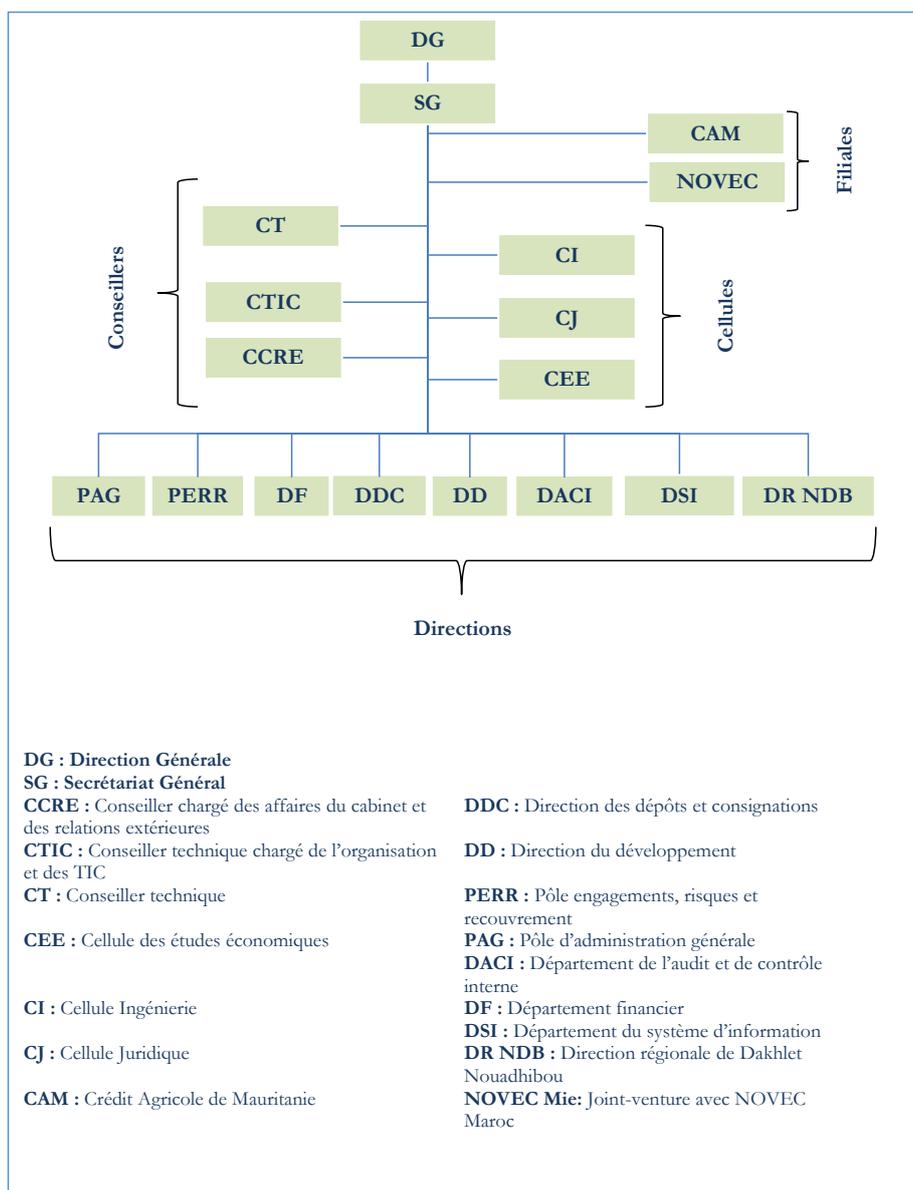
- ☞ Gérer les dépôts des clients ;
- ☞ Recevoir les consignations administratives et judiciaires ainsi que les cautionnements ;
- ☞ Assurer les services relatifs aux caisses ou aux fonds dont la gestion lui a été confiée ;
- ☞ Effectuer des opérations de banque (à moyen et court termes) ;
- ☞ Emprunter sur le marché et prendre des mesures de couverture de risque ;
- ☞ Investir et gérer pour compte propre ses propres deniers.

Direction du Développement

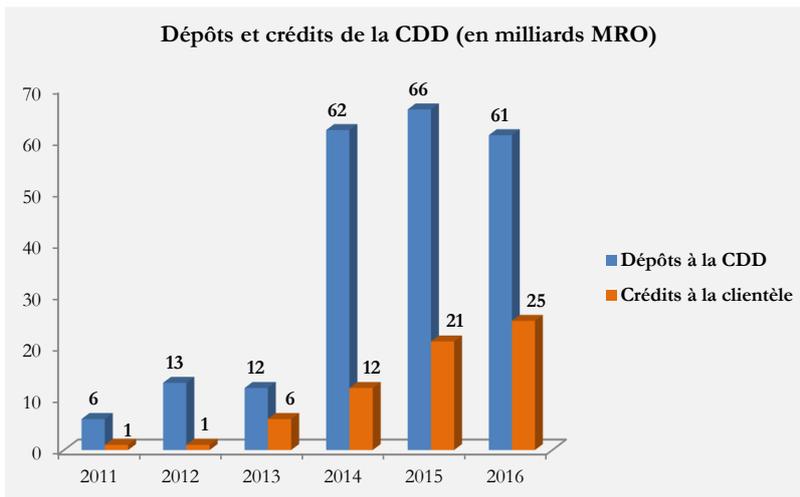
- ☞ Aider au développement de la Mauritanie en facilitant l'investissement de capitaux consacrés à des fins productives ;
- ☞ Utiliser les ressources à sa disposition pour financer des projets et programmes d'investissement qui tendent au développement économique et social de la Mauritanie ;
- ☞ Mobiliser et augmenter les ressources destinées au financement des projets et programmes d'investissement.



Organigramme de la CDD

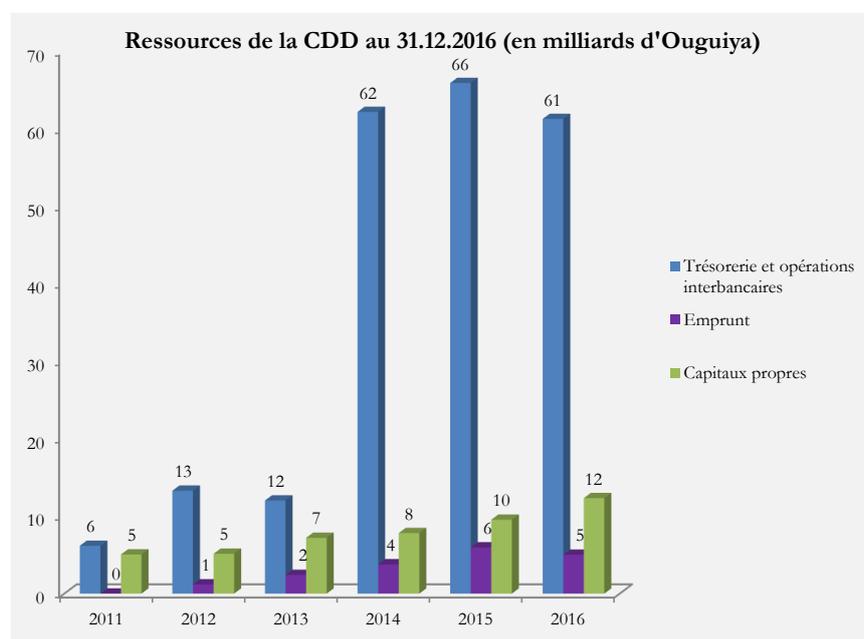


L'activité en chiffres en 2016



I. Ressources de la Caisse

Au 31.12.2016, les ressources de la Caisse des Dépôts et de Développement ont atteint 78.6 milliards d'Ouguiya provenant des dépôts (55.4 milliards), des capitaux propres (12.3 milliards), des ressources destinées au financement du Fonds de soutien à l'emploi (4.4 milliards), d'un emprunt auprès du FADES (5.0 milliards) et d'un dépôt à terme effectué par la Société de Gestion de l'Electricité de Manantali (1.5 milliards).



Des procédures de décaissement de la ligne de crédit contractée auprès du Fonds Koweïtien pour le Développement Economique Arabe ont été mises en place en 2016. Pour mémoire : il s'agit d'une ligne de crédit pour un montant de 6 000 000 Dinars koweïtien, soit 6.7 milliards d'Ouguiya destinée à renforcer l'action de la CDD en matière de financement des PME du secteur privé.

II. Accompagnement du secteur public

Parallèlement aux financements accordés au secteur privé suivant les objectifs globaux visés par le Gouvernement, —la CDD accompagne des structures publiques dans le développement de leurs activités ou dans le renforcement de la structure de leurs bilans. Les priorités dans ce domaine sont fixées en étroite collaboration avec les acteurs de l'action gouvernementale. C'est dans ce cadre que les actions suivantes ont été réalisées :

Dans le domaine agricole :

L'action de la CDD vise à améliorer la productivité du secteur, notamment l'agriculture irriguée. Depuis 2014, la CDD a pu réaliser les activités suivantes :

- Mobilisation d'un montant cumulé d'environ 15 milliards d'Ouguiya pour la commercialisation de la production rizicole durant les exercices 2015 et 2016 ;
- Financement, au profit de la SONIMEX, d'une usine de décorticage du paddy; pour un montant de 942 millions d'Ouguiya. L'objectif visé est l'amélioration de la qualité du riz ainsi que la régulation du marché de décorticage ;
- Démarrage de l'activité du Crédit Agricole de Mauritanie en tant que structure autonome chargée de financer la politique suivi par le Gouvernement dans un secteur vital pour l'économie nationale. Le CAM poursuit les grands axes déjà identifiés prioritaires durant les années passées, à savoir le financement des campagnes agricoles normales et de contre-saison ainsi que la commercialisation de la production rizicole nationale. Au 31.12.2016, le nombre de producteurs financés par le CAM dans le cadre des campagnes agricoles a atteint 968 pour une enveloppe globale d'environ 4.7 milliards d'Ouguiya et couvrant une superficie emblavée de 26 251 ha.
- Poursuite de la gestion, pour le compte de l'Etat, du programme de mécanisation agricole à travers la mise à disposition du secteur de moissonneuses batteuses subventionnées à hauteur de 25%, avec une enveloppe globale de 3.3 milliards d'Ouguiya.
- Participation au suivi de la mise en place d'une usine de conditionnement de dattes et de légumes à Atar, travers la filiale NOVEC Mauritanie.

Dans le domaine du logement social

La CDD soutient l'action du Gouvernement en matière d'amélioration de l'offre en logements sociaux à travers la participation à deux programmes : (i) le programme de 600 logements à Zouéirat et (ii) le programme de 1159 logements à Nouadhibou.

A Zouéirat, il s'agit d'un programme commun avec la SNIM qui vise le développement du secteur minier à travers l'amélioration de l'offre en logements ~~décents~~ pour les employés de ce secteur. Le coût de ce programme est de 6.8 milliards. La participation de la CDD atteint 2.4 milliards. Au 31.12.2016, le taux d'exécution de ce projet est d'environ

...%

Mis en forme : Surlignage

A Nouadhibou, la construction de 1159 logements est assurée par l'Agence TADAMOUN. Ce programme, vise la construction de logements sociaux, subventionnés par l'Etat à hauteur de 50%, destinés à accueillir certains habitants de quartiers précaires. Les 50% restants sont accordés sous forme de crédits immobiliers remboursables sur 10 ans.

La CDD gère, pour le compte de l'Etat, la mise en place et le recouvrement de ces crédits.

Dans le domaine des infrastructures

Dans l'objectif de disposer d'un acteur public en mesure d'accompagner les chantiers engagés par le Gouvernement dans le domaine des routes et des travaux urbains, la CDD accompagne, depuis 2013, le plan d'assainissement de la situation financière de l'ATTM. C'est ainsi que plusieurs facilités ont été accordées par la CDD à cette entreprise.

Suite à une amélioration de la situation financière de l'ATTM, les deux parties ont convenu de réduire le montant du découvert accordé par la CDD (se situant actuellement à 1.55 milliard), d'une part, et de maintenir la mise à disposition des cautions des marchés contractés par l'ATTM d'autre part.



Dans le domaine de l'Elevage

La CDD accompagne les efforts engagés par le Gouvernement dans le cadre de la mise en valeur des produits d'élevage, en particulier la promotion de la production laitière.

C'est dans ce cadre qu'elle pilote un projet de construction d'une usine de lait à Boghé d'une capacité extensible de 15 000 litres de lait /jour. Le coût global de ce projet est estimé à 3.3 milliards d'Ouguiya. La CDD a engagé des contacts et entamé des négociations à l'effet d'établir des relations de partenariat avec des entreprises étrangères spécialisées en matière de construction et d'implantation des usines de lait.

III. Financement du secteur privé

3.1. Fonds de soutien à l'emploi

Le Fonds de Soutien à l'Emploi (FSE) est un programme lancé par son Excellence Monsieur le Président de la République lors de sa visite à Nouadhibou en mars 2012 en réponse au problème majeur de l'emploi en général, et celui des jeunes en particulier.

Il comporte trois composantes : (i) l'appui aux activités génératrices de revenus durables dans les quartiers précaires, (ii) l'insertion des diplômés chômeurs et (iii) la promotion des très petites entreprises.

Sa gestion a été confiée à la Caisse sous forme d'un mandat de gestion bâtie sur des conventions signées, pour chaque wilaya, entre la CDD et l'Etat représenté par le Ministère chargé des Finances. Ces conventions stipulent que l'Etat mandate la Caisse pour la gestion de lignes de crédits destinées aux financements de projets générateurs de revenus et de projets de très petites et entreprises.

Les conditions d'éligibilité et les procédures applicables à la gestion des fonds du mandat sont définies par des comités de crédit régionaux (CCR), institués au niveau de chaque wilaya, par arrêtés du Ministre chargé des Finances.

Le Comité de Crédit Régional est présidé par le Wali et comprend :

- le Trésorier Régional ou son représentant ;
- un représentant du Ministère du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et du Tourisme ;
- le Délégué Régional du Ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports ;
- la Coordinatrice Régionale du Ministère des Affaires Sociales, de l'Enfance et de la Famille ;
- un représentant du Ministère chargé de l'Emploi ;
- le chef d'antenne régionale de l'Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (ANAPEJ) ;
- un représentant de la Caisse des Dépôts et de Développement, qui assure le secrétariat du CCR ;
- un représentant du réseau local de la Société Civile.

Wilaya	Montants des conventions MF/CDD (MRO)
Adrar	250
Assaba	500
Brakna	500
Dakhlet NDB	1 500
Gorgol	500
Guidimaka	500
Hodh Echarghi	500
Hodh Elgharbi	500
Inchiri	250
Nouakchott	3 000
Tagant	250
Total	8 250

L'enveloppe globale du FSE est de 10 milliards d'Ouguiyas. Sa répartition entre les régions est régie par un ensemble de paramètres dont le niveau de pauvreté, le profil socio-

économique régional, le poids démographique et les priorités de développement dans chaque région.

Au niveau des quartiers défavorisés, l'action du programme vise l'éclosion des conditions de vie ~~descentes~~ décentes en finançant des activités permettant à la fois la génération de revenus pour le porteur du projet et le renforcement des services utiles à la vie collective dans ces quartiers.

Quant à l'insertion des diplômés chômeurs, le programme procède à une vision plus volontariste en orientant les projets portés par les bénéficiaires vers des créneaux créateurs de valeurs.

Enfin, en matière de promotion de TPE/PME, le programme vise l'accompagnement de petites unités de production dans le processus de formalisation et de transformation en entreprises en mesure de pérenniser leur développement.

Les prêts accordés dans le cadre de ce programme sont, le plus souvent, conformes aux formules islamiques, avec une marge de 6%. La Caisse perçoit une rémunération destinée à couvrir les charges de gestion sous forme d'une commission fixe ou d'une part de l'enveloppe globale objet de la convention. ~~Au total sur les 12 conventions déjà signées, la rémunération de la Caisse, pour l'exercice 2016, s'est élevée à 171 millions d'Ouguiya.~~

~~En plus de cette rémunération, la CDD prélève une contribution de 0.5% au titre du fonds de garantie et une commission de 0.25% au titre du fonds d'études sur tous les crédits accordés dans le cadre de ce mandat.~~

La CDD procède à une comptabilisation des opérations du programme de sorte à assurer une traçabilité complète et séparée entre ces opérations et celles propres à la Caisse.

La CDD adresse au Ministère des Finances, ~~tous les six mois~~ périodiquement, un rapport détaillé sur l'utilisation des fonds du mandat et sur l'état d'exécution des projets financés.

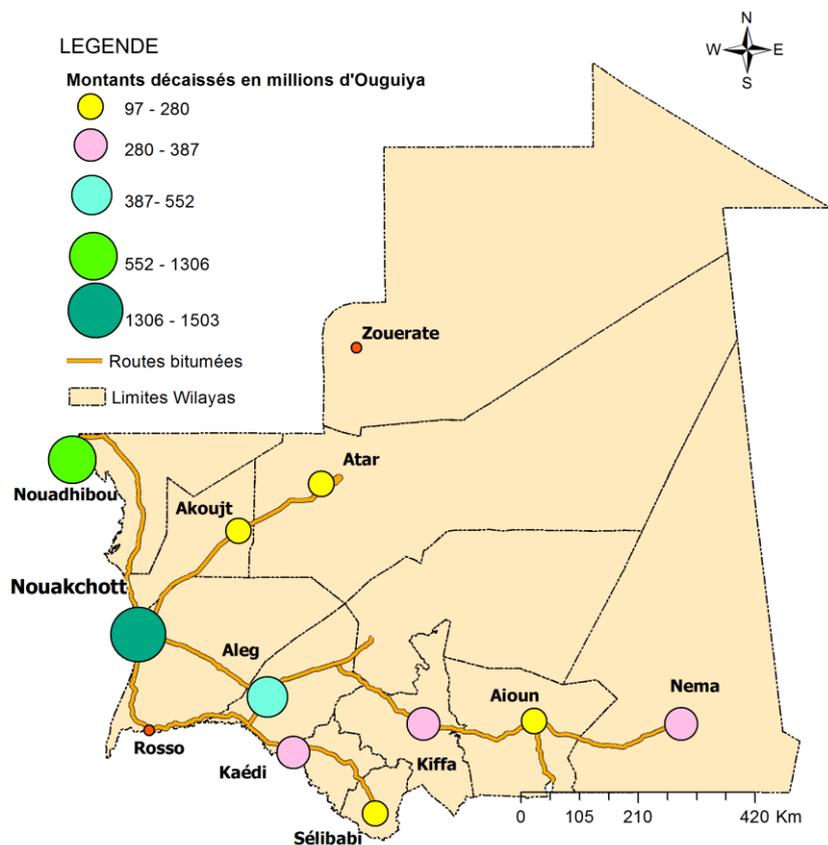
Au 31.12.2016, la CDD a procédé à l'étude de plus de 9 000 dossiers dont environ 5500 dossiers ont été éligibles à la grille préétablie par les comités de crédit régionaux. Le montant total des financements accordés à ces dossiers est de 5.3 milliards d'Ouguiya. Le taux de recouvrement de ce programme oscille autour de 70%.

Wilaya	Montant des financements décaissés (en millions d'Ouguiya)
Nouakchott	1 503
Dakhlet Nouadhibou	1 252
Brakna :	499
Gorgol :	336
Adrar :	249
Hodh Echargui	373
Hodh Elgharbi	262
Guidimakha	261
Assaba	292
Tagant	122
Inchiri	147
Total	5 296

Le Fonds de soutien à l'emploi a été ensuite enrichi par:

- Une convention avec le Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime portant sur la gestion financière, dans le cadre des activités du « Fonds de soutien à l'emploi » dans la région de Dakhlet Nouadhibou, d'un programme d'embarcations pontées fabriquées localement. Ces embarcations sont destinées à être cédées, sous forme de leasing, à des capitaines côtiers professionnels. La CDD assurera pour le compte du Ministère le recouvrement, le suivi et de l'évaluation des performances du programme. Les financements accordés dans le cadre de programme s'élève à 416 millions d'Ouguiya ;
- Une convention signée avec le Ministère de l'emploi, de la formation professionnelle et des technologies de l'information et de la communication relative au financement de 10 GIEs constitués chacun de 15 membres des diplômés chômeurs. Ces GIE bénéficient de financements sous forme de cautions de marché et d'avance sur décomptes domiciliés. L'objectif étant de permettre la conversion de ces diplômés chômeurs en entrepreneurs de BTP suite à leur stage d'immersion de 18 mois au niveau du projet de 300 logements à Zouerate.

Financements décaissés par wilaya dans le cadre du FSE au 31.12.2016

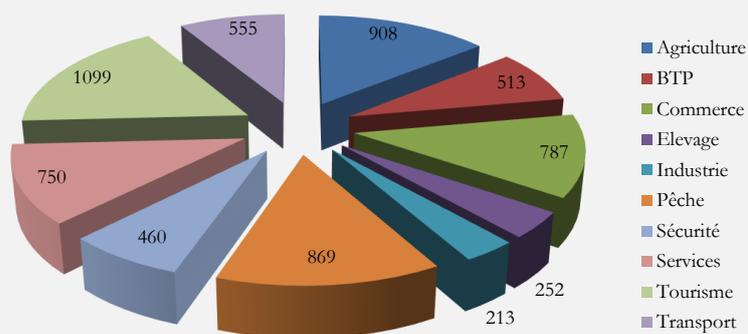


3.2. Financement des PME

La CDD accorde une importance particulière ~~pour le~~ financement des PME du secteur privé. Elle les accompagne dans toutes les étapes de leur développement de sorte à les amener à améliorer la formalisation de leurs processus de gestion. A travers cette intervention, la CDD vise à améliorer la part des PME formalisées dans le tissu économique national ainsi que l'accès à l'emploi. Elle vise également, de façon indirecte, la réduction de la pauvreté, du fait de la contribution des PME dans la croissance économique.

Ces financements ont été accordés à divers secteurs d'activité dont le tourisme, l'agriculture, la pêche, le commerce et les services.

6.4 milliards d'Ouguiya de financements accordés aux PME



Parallèlement aux financements accordés aux PME, la CDD continue à appuyer des banques de la place à travers des placements destinés à renforcer leurs capacités de distribution de crédit tout en améliorant ~~les~~ les produits de la CDD. Au 31.12.2016, le montant global de ces placements est de 3.6 milliards d'Ouguiya.

Par ailleurs, l'Etat a procédé, en 2016, à la mise en place d'un Fonds de Refinancement des Institutions de la Microfinance (FOREMI) qui sera géré par la CDD. L'objectif de ce Fonds est de promouvoir un financement durable adapté aux besoins des institutions de microfinance (IMF).

IV. Coopération et partenariats

La Caisse des Dépôts et de Développement a pris part à plusieurs événements internationaux dans l'objectif de développer des échanges d'expériences dans le financement du développement et le renforcement de la coopération:

- ☞ Participation, en marge des travaux de la COP 22 à Marrakech (Maroc), à la création d'un réseau d'investisseurs africains et d'institutions financières visant, d'une part, à orienter une partie de l'épargne locale vers les projets climatiques, avec l'appui de la BAD et d'autres bailleurs de fonds et, d'autre part, à renforcer l'action des Caisses de Dépôts africaines en faveur du climat en Afrique. Le réseau en question comprend les Caisses de dépôts de la France, du Maroc, de la Tunisie, du Sénégal, du Gabon et la CDD ainsi que le Fonds Africa 50 (Groupe BAD) et la banque ATIJARI Wafa Bank (Maroc) ;
- ☞ Participation à la réunion du Comité de Coordination du Forum Mondial des Caisses de Dépôt chargé de préparer le 4^{ème} Forum ~~en Italie~~ ;
- ☞ Réception d'une mission de la Banque Mondiale et échanges sur le modèle de la Caisse des Dépôts et de sa gouvernance en plus de questions globales relatives aux réformes fiscales menées par le Gouvernement, ~~le et au~~ secteur privé et sa contribution à la croissance ;
- ☞ Réception d'une délégation du Fonds Djiboutien pour le Développement Economique (FDED) conduite par le Directeur Général du FDED. Les échanges ont porté sur le modèle de la CDD et sa contribution au financement de l'économie. Une attention particulière a été accordée au Fonds de soutien à l'emploi et au mode gouvernance de la CDD ;
- ☞ Organisation d'un voyage d'étude pour une équipe du directoire de la CDD à la Caisse des Dépôts et Consignations en France dans l'objectif de découvrir son modèle prudentiel. Suite à cette mission l'équipe en question ~~se est~~ penchée sur la mise en place d'un modèle propre à la CDD.

V. Zoom sur quelques projets financés

Construction d'une usine de fer à béton

Chami Steel

Direction du Développement

Montant du financement	Durée du prêt	Période de grâce	Taux d'intérêt (an)
800 millions	5 ans	9 mois	10%

Description du projet :

Le projet vise à exploiter la ferraille de récupération pour produire du fer à béton. L'usine d'exploitation est installée à Chami (250 km au nord de Nouakchott).

Il s'agit de l'installation et la mise en place d'une usine dont la capacité est de 120 Kilo tonnes de fer à béton par an. L'usine est composée d'une unité de sciage, une aciérie, un laminoir, une centrale électrique et des installations auxiliaires (Hangar, outils de manutentions, ateliers, bureaux etc.).

Objectifs du projet :

Le projet qui s'inscrit dans le cadre des orientations économiques du Gouvernement dans la promotion du secteur privé pour en faire une locomotive du développement, à travers l'élargissement du tissu industriel et la valorisation des déchets. Il devra contribuer à satisfaire les besoins du marché local tout en diminuant les importations du fer à béton, ainsi que la création d'emplois durables dans la ville de Chami, nouvellement créée.



Construction d'un complexe touristique à Nouadhibou**Hotel Eljawhara****Direction du Développement**

Montant du financement	Durée du prêt	Période de grâce	Taux d'intérêt (an)
375 millions	8 ans	7 mois	8%

Description du projet :

Le projet, en cours, consiste à la mise en place d'un complexe touristique sur une superficie de huit hectares dans la baie de l'étoile de la Zone franche à Nouadhibou. Le complexe prévoit, à terme, une capacité d'hébergement de 170 lits, et comprend et des infrastructures connexes un restaurant et une salle de conférence haut standing ainsi qu'un parc d'attraction aquatique.

Objectifs du projet

Le projet vise à contribuer au développement du secteur du tourisme dans la capitale économique du pays et à la promotion des structures d'accueil dans la zone franche de Nouadhibou.



Construction d'une unité industrielle de recyclage du plastique**Etablissement Groupe Beddy****Direction du Développement**

Montant du financement	Durée du prêt	Période de grâce	Taux d'intérêt (an)
50 millions	5 ans	3 moi	8%

Description du projet :

Le projet qui consiste en la récupération et le recyclage des matières en plastiques pour fabriquer les tuyaux de pression en PVC comprend une unité de recyclage des matières plastiques et une autre pour la fabrication de tuyau de PVC de diamètre compris entre 25 mm à 200 mm et emploie 60 personnes de façon permanente et 30 autres de façon occasionnelles.

Mis en forme : Surlignage

Objectifs du projet

Le financement de ce projet rentre dans le cadre des orientations stratégiques de l'Etat visant à encourager le secteur privé et promouvoir les projets industriels qui peuvent avoir un impact considérable sur le chômage et sur la protection de l'environnement.



Mise en place d'une briqueterie moderne dans un quartier en plein développement

Briqueterie El Emel
Direction des Dépôts et Consignations
Fonds de Soutien à l'Emploi (FSE)

Montant du financement	Durée du prêt	Période de grâce	Taux d'intérêt (an)
7.6 millions	3 ans	3 mois	6%

Description du projet :

Le projet qui consiste à la mise en place d'une briqueterie respectant les normes de construction dans un quartier en plein développement dans la périphérie de Nouakchott comprend l'achat du matériel de malaxage et de moulage ainsi que le matériel nécessaire au séchage des parpaings et produit des briques de séparation toute dimension (10, 15 et 20cm) et des briques hourdis.

Objectifs du projet

Le projet a pour objectif d'accompagner le développement d'un quartier nouvellement viabilisé à travers l'amélioration de l'offre en briques de construction répondant aux normes requises en matière de dosage, de malaxage et de séchage.

L'entreprise emploie actuellement une vingtaine de personnes



Mise en place d'un atelier de couture de prêt à porter**Atelier MATOU****Direction des Dépôts et Consignations****Fonds de Soutien à l'Emploi (FSE)**

Montant du financement	Durée du prêt	Période de grâce	Taux d'intérêt (an)
2.5 millions	3 ans	3 mois	6%

Description du projet :

Le projet consiste à l'accompagnement d'une chef de Très petite entreprise (TPE) à transformer son atelier familial de peinture des habits en un atelier de couture et de création de prêt à porter.

Il s'agit essentiellement de l'achat de matériaux de couture et de formation dans la gestion des entreprises.

L'atelier, qui emploie actuellement une dizaine de personnes, ambitionne de développer son activité et souhaite bénéficier d'un nouveau financement pour accompagner ses exportations en prêt à porter vers les communautés nationales installées en Europe.

Objectifs du projet

L'objectif visé à travers l'accompagnement de cette catégorie de très petites entreprises est de renforcer des talents déjà développés et les aider à transformer leurs activités en entreprises afin que d'autres personnes puissent acquérir ces savoir-faire et perpétuer l'activité.



**Mise en place d'un groupe privé de sécurité
Mauritanienne de Sécurité Privée (MSP)
Direction des Dépôts et Consignations**

Montant du financement	Durée du prêt	Période de grâce	Taux d'intérêt (an)
425 millions	4 ans	6 mois	5%

Description du projet :

Le projet qui consiste à la mise en place d'une société de sécurité privée pouvant répondre à la demande nationale croissante dans les domaines de la surveillance, du gardiennage et de la sécurité des personnes. Il a permis de la mise en place d'une entreprise qui emploie actuellement plus de 3,000 personnes de façon permanente.

Objectifs du projet

Plusieurs objectifs ont été visés à travers ce projet dont l'accompagnement de la demande nationale dans un domaine en pleine expansion, la promotion de l'emploi et l'amélioration de la sécurité des lieux publics.



Accompagnement du développement d'un restaurant**Pizza Hot – Nouakchott****Direction des Dépôts et Consignations**

Montant du financement	Durée du prêt	Période de grâce	Taux d'intérêt (an)
13 millions	5 ans	3 mois	8%

Description du projet :

Le projet consiste à accompagner le développement d'un restaurant à Nouakchott par l'acquisition de nouveaux équipements afin de mieux répondre à la demande croissante des clients en pizzas cuisinées maison.

Objectifs du projet

L'objectif visé est de contribuer au développement d'une entreprise qui joue un rôle important dans l'amélioration des services dans un quartier susceptible de connaître un développement touristique important. Le projet constitue un vecteur d'affichage de la CDD.



Accompagnement d'une entreprise de décoration**Ants Will****Direction des Dépôts et Consignations**

Montant du financement	Durée du prêt	Période de grâce	Taux d'intérêt (an)
20 millions	4 ans	2 mois	8%

Description du projet :

Le projet consiste à accompagner le développement d'une entreprise spécialisée dans la communication et dans les arts décoratifs par l'acquisition de machines d'impression et de traitement du bois.

L'entreprise emploie actuellement 11 personnes de façon permanente.

Objectifs du projet

L'objectif visé par le projet est d'encourager des entreprises innovatrices à asseoir leurs places dans le tissu des PME nationales.



Mise en place d'un complexe hôtelier moderne à Nouadhibou**Hotel Tasiast
Direction du Développement**

Montant du financement	Durée du prêt	Période de grâce	Taux d'intérêt (an)
230 millions	8 ans	12 mois	8%

Description du projet :

Le projet consiste à mettre en place un complexe hôtelier moderne à Nouadhibou. Le financement a permis de réhabiliter le bâtiment afin de construire une capacité d'accueil de 40 lits de haut standing, avec un restaurant et une salle de conférence moderne.

Objectifs du projet

L'objectif visé par le projet est d'accompagner le développement de la zone franche de Nouadhibou ainsi que la capacité d'accueil hôtelière de la ville.



**Accompagnement du développement d'un établissement scolaire
privé****Lycée Iman
Direction du Développement**

Montant du financement	Durée du prêt	Période de grâce	Taux d'intérêt (an)
97 millions	6 ans	9 mois	8%

Description du projet :

Le projet consiste à accompagner le développement d'un établissement scolaire privé par le financement de ~~quelques~~ travaux d'extension ainsi que l'acquisition de matériaux pédagogiques (salle informatique).

Objectifs du projet

L'objectif visé par le projet est de renforcer l'offre scolaire pouvant permettre un enseignement de qualité et dans des conditions d'hygiène et de sécurité acceptables.



VI. Rapport financier

1. Budget

Le budget 2016 a été marqué par une nette diminution par rapport au budget de l'exercice 2015. Cela s'est traduit au niveau du budget de fonctionnement qui a connu une diminution significative de 7,21%, passant ainsi de 2,761 Milliards d'Ouguiya en 2015 à 2,561 Milliards en 2016. Quant aux produits, les prévisions sont passées 3,582 Milliards d'Ouguiya en 2015 à 3,494 Milliards en 2016, enregistrant une légère diminution de 2,45%.

Mis en forme : Surlignage

Synthèse de l'exécution du budget de l'année 2016 (en milliers d'Ouguiya)

Rubrique	Prévision 2016	Exécution 2016	Ecart Exécution/Prévision	Taux d'exécution
Total général des charges	2 561 500	2 404 989	- 156 511	94%
Total général des produits	3 494 300	3 423 047	- 71 253	98%
Différence (Produits–Charges)	932 800	1 018 058	85 258	109%
Total des Investissements	110 000	17 334	- 92 666	16%

1.1. Les Charges

Le taux de réalisation des charges est de 94%, soit 2 405 millions. Des économies ont été réalisées sur les rubriques des charges d'exploitation comme suit:

- Charges liées à l'investissement : 11.394 millions ;
- Les frais financiers : 51,651 million ;
- Les charges liées à l'activité : 82,954 millions ;
- Les charges et pertes diverses : 6,764 millions ;
- Les frais du personnel : 129,120 millions ;
- Le chapitre « impôts, taxes et versements assimilés » : 19,262 million ;

Les économies réalisées sur les rubriques des charges d'exploitations s'élève à 301 millions.

En revanche, les charges non décaissables ont connu une ~~dépassement~~ augmentation de 145 millions d'Ouguiya consécutives ~~relatif~~ à la constitution des provisions pour couvrir des risques éventuels.

Le tableau ci-dessous présente l'état d'exécution du budget 2016 au niveau des charges.

Etat d'exécution du budget 2016 – Charges (en milliers d'Ouguiya)

Rubriques	Prévision 2016	Exécution 2016		
		Exécution. 31/12/2016	Ecart Exécution/Prévision	Taux d'exécution

CHARGES LIÉES A L'INVESTISSEMENT	59 200	47 806	-11 394	81%
Loyers et charges locatives	40 000	35 437	-4 563	89%
<i>Loyers</i>	40 000	35 437	-4 563	89%
Travaux d'entretiens et de réparations	13 600	10 068	-3 532	74%
<i>Entretien et réparation des locaux</i>	11 000	8 380	-2 620	76%
<i>Entretien et réparation véhicules</i>	1 200	1 689	489	141%
<i>Entretien matériel et mobilier de bureaux</i>	600	0	-600	0%
<i>Maintenance informatique</i>	800	0	-800	0%
<i>Autres entretiens et réparations</i>	0	0	0	0%
documentation et abonnements	1 000	924	-76	92%
Primes d'assurance	600	227	-373	38%
<i>Assurances multirisques</i>	0	0	0	
<i>Autres assurances</i>	600	227	-373	38%
Frais de séminaires-colloques-conférences	4 000	1 150	-2 850	29%
Adhésion aux associations	0	0	0	0%
FRAIS FINANCIERS	319 500	267 849	-51 651	84%
Intérêts	318 000	267 221	-50 779	84%
<i>Intérêts servis sur les DAT</i>	100 000	76 225	-23 775	76%
<i>Autres intérêts (Emprunt FADES et le FK)</i>	218 000	190 997	-27 003	88%
Commissions	1 500	628	-872	42%
CHARGES LIÉES A L'ACTIVITE	212 000	129 046	-82 954	61%
Déplacement, missions et réception	50 000	13 732	-36 268	27%
<i>Voyages et déplacements</i>	23 000	5 331	-17 669	23%
<i>Missions</i>	22 000	6 636	-15 364	30%
<i>Frais de réception</i>	5 000	1 765	-3 235	35%
Frais postaux et télécommunications	27 500	23 694	-3 806	86%
<i>Frais de télécommunications</i>	27 000	23 334	-3 666	86%
<i>Autres frais postaux</i>	500	359	-141	72%
Rémunération d'intermédiaires & honoraires	49 500	43 682	-5 818	88%
<i>Honoraires</i>	18 000	16 388	-1 612	91%
<i>Prestation externe de sécurité</i>	15 000	12 202	-2 798	81%
<i>actes et mutations</i>	500	250	-250	50%
<i>Assistance technique et autres</i>	4 000	3 580	-420	90%
<i>Prestation de service informatique</i>	12 000	11 261	-739	94%
Publicité et Communications	14 000	4 629	-9 371	33%
Approvisionnements	54 000	29 759	-24 241	55%
Eau et électricité	30 000	20 324	-9 676	68%
Carburant et lubrifiants	10 000	5 681	-4 319	57%
Fournitures de bureaux et imprimés	8 000	1 917	-6 083	24%
Fournitures Informatiques	6 000	1 837	-4 163	31%
Autres charges liées à l'activité	17 000	13 550	-3 450	80%
<i>Cotisations aux groupements professionnels</i>	5 000	4 500	-500	90%
<i>Jetons de présence</i>	12 000	9 050	-2 950	75%
CHARGES & PERTE DIVERSES	17 200	10 436	-6 764	61%

	<i>Dons</i>	6 200	3 440	-2 760	55%
	<i>Subventions</i>	4 000	1 040	-2 960	26%
	<i>Autres charges exceptionnelles</i>	7 000	5 956	-1 044	85%
1.2. Les	FRAIS DU PERSONNEL	1 221 600	1 092 480	-129 120	89%
Equ	<i>Salaires de base, indemnités</i>	878 000	812 192	-65 808	93%
ipe	<i>Mains d'œuvre occasionnelle</i>	27 000	21 494	-5 506	80%
men	<i>Heures supplémentaires</i>	600	56	-544	9%
ts	<i>Congés annuels</i>	100 000	82 413	-17 587	82%
Le taux	<i>Primes</i>	130 000	102 810	-27 190	79%
d'exécution	<i>Sécurité sociale et assurance maladie</i>	65 000	55 859	-9 141	86%
n du	<i>Frais de formation</i>	8 000	7 883	-117	99%
budget	<i>Frais de restauration du personnel</i>	12 000	8 923	-3 077	74%
des	<i>Autres charges du personnel</i>	1 000	851	-149	85%
équipeme	IMPÔTS TAXES ET VERS ASSIMILES	212 000	192 738	-19 262	91%
nts a été	<i>Taxes sur véhicules à moteur</i>	0	0	0	0%
de 16%	<i>Droits d'enregistrement</i>	2 000	521	-1 479	26%
en 2016,	<i>Taxes d'apprentissages/Pénalités</i>	9 000	7 396	-1 604	82%
soit une	<i>Patente</i>	3 000	3 000	0	100%
économie	<i>Autres Impôts et taxes (IRCM)</i>	198 000	181 820	-16 180	92%
de 93					
millions	TOTAL DES CHARGES				
qui se	D'EXPLOITATION	2 041 500	1 740 355	-301 145	85%
justifie				0	
essentielle	CHARGES NON DECAISSABLES	520 000	664 634	144 634	128%
ment par :	<i>Dotations aux Amortissement des immo.</i>	120 000	103 694	-16 306	86%
- un	<i>Prov.P/Depr.de la Clientèle</i>	150 000	168 811	18 811	113%
e	<i>Dotations aux provisions Risque de change</i>	200 000	182 375	-17 625	91%
éc	<i>Provisions. Dép.cpt.Interm.Financiers</i>		203 893	203 893	
on	<i>Pertes et Charges sur Exercices Antérieurs</i>	50 000	5 861	-44 139	12%
o				0	
mi	TOTAL GENERAL DES CHARGES	2 561 500	2 404 989	-156 511	94%

e de 3,3 Millions sur « Agencements aménagements » ;

- une économie de 70 Millions sur « Constructions » ;
- une économie de 7 Millions sur « Autres équipements » ;
- une économie de 5 Millions sur « Mobilier et matériel de bureaux » ;
- une économie de 6 Millions sur « Matériel informatique » ;
- une économie de 3,2 Millions sur « Logiciels » ;
- une dépense - augmentation de 1,5 Millions sur « Ameublements ».

Le tableau ci-dessous présente l'état d'exécution du budget 2016 au niveau des investissements.

Etat d'exécution du budget 2016 (en milliers d'Ouguiya)		
Les investissements		
Rubriques	Prévision	Exécutions 2015

	2016	Exécutions. 31/12/2016	Ecart Exécutions/Prévision	Taux d'exécution
Matériel Informatique	10 000	4 026	-5 974	40%
Mobilier et matériel de bureaux	7 000	2 122	-4 878	30%
Constructions	70 000		-70 000	0%
Autres équipements	8 000	1 126	-6 874	14%
Agencements Aménagements	4 000	765	-3 236	19%
Logiciels	5 000	1 796	-3 204	36%
Ameublements	6 000	7 500	1 500	125%
TOTAL	110 000	17 334	-92 666	16%

1.3. Les produits

Les produits ont été budgétisés pour un montant global de 3 494 millions et réalisés pour 3 423 millions, soit un taux de réalisation de 98% ~~et un déficit~~ correspondant induisant une ~~différence de~~ 71 millions en valeur absolue. ~~Les déficits ont été imputable aux enregistrements par les~~

~~Les déficits ont été imputable aux enregistrements par les~~ chapitres suivants :

- Produits sur opérations des placements : 98 millions ;
- Produits sur opérations de financement islamique : 47 millions ;
- Commissions : 21 million ;
- Produits sur gestion sous-Mandat : 9 million ;
- Produits exceptionnels : 33 million ;
- Reprises de provisions et amortissements: 10 millions.

En revanche, un excédent a été enregistré sur le poste « Produits sur opérations de crédits » pour un montant de 147 millions.

Le tableau ci-dessous présente l'état d'exécution du budget 2016 au niveau des produits :

Rubriques	Prévision 2016	Exécutions 2016(chiffres en milliers MRO)		
		Exécutions 31/12/2016	Ecart Exécutions Prévision	Taux d'exécution
Produits sur opérations de placements	1 980 000	1 881 661	-98 339	95%
Intérêts opérations de placements au Trésor public	1 800 000	1 696 624	-103 376	94%
Intérêts opérations interbancaire et opérations à termes	180 000	185 036	5 036	103%
Produits sur opérations de crédits	702 000	849 753	147 753	121%

Intérêts débiteurs comptes ordinaires	520 000	708 841	188 841	136%
Intérêts crédits cmlt équipement	180 000	140 911	-39 089	78%
Intérêts autres crédit cmlt	2 000	0	-2 000	0%
Produits sur oper.de financement islamiques	337 000	289 939	-47 061	86%
Marges sur opérations de mourabaha cmlt équipement	320 000	281 462	-38 538	88%
Marges autres cmlt	2 000	0	-2 000	0%
Intérêts mourabaha structurées	15 000	8 477	-6 523	57%
Produits sur gestion sous mandat	180 000	171 250	-8 750	95%
Commissions	245 300	223 896	-21 404	91%
Commissions opérations clientèle	161 600	193 394	31 794	120%
Com/ouverture/clôture de comptes.	1 000	124	-876	12%
Com de découvert et mouvements de compte	120 000	144 162	24 162	120%
Frais de tenue compte	25 000	24 589	-411	98%
Commissions d'engagement	15 600	24 519	8 919	157%
Produits s/opérations diverses	3 700	1 237	-2 463	33%
Frais de chèquiers	200	39	-161	20%
Commissions encaissées sur chèques Mauritanie	150	19	-131	13%
Com chèque certifié	150	3	-147	2%
Com / virement	2 000	226	-1 774	11%
Com/attestation	200	5	-195	3%
Produits divers	1 000	945	-55	95%
Produits engagement par signature	80 000	29 265	-50 735	37%
Total des produits d'exploitation	3 444 300	3 416 498	-27 802	99%
Produits exceptionnels	40 000	6 549	-33 451	16%
Reprise/provision et amortissements	10 000	0	-10 000	0%
Total général des produits	3 494 300	3 423 047	-71 253	98%

1.4. Les résultats et impôts sur les résultats

Le résultat comptable brut a été prévu pour 933 millions et réalisé pour 1 018 millions, soit un excédent de 85 millions. L'IMF, prévu pour 87 millions, a été exécuté pour 85 millions.

Le résultat net prévu, pour 699 millions, a été réalisé pour 764 millions, soit un soit un taux d'exécution de 109 %.

Résultat de l'exercice 2016 (chiffres en milliers MRO)

	Prévision	Réalisation	Ecart Réalisation/Prévision	Pourcentage
RESULTAT COMPTABLE	932 800	1 018 058	85 258	109%
BIC avant impôts et retraitement fiscal	233 200	254 515	21 315	109%

IMF	87 358	85 391	-1 967	98%
BIC	145 843	169 123	23 280	116%
Résultat Net	699 600	763 544	63 944	109%

2. Etats financiers

Les états financiers au titre de l'exercice 2016 ont fait ressortir un total du bilan de 86,6 milliards d'Ouguiya, un total du hors bilan s'élevant à 14,9 milliards et un résultat comptable brut de 1 018 millions.

Les états financiers de la CDD ont, en conséquence, enregistré une diminution du total du bilan de 4 milliards d'Ouguiya en valeur relative. Cette diminution est due essentiellement à la baisse du poste trésorerie et opérations interbancaires.

En revanche, le hors bilan a connu une augmentation de 2,3 Milliards d'Ouguiya.

Libellé	Actif (en milliers d'Ouguiya)					
	DDC	DD	CDD	DDC	DD	CDD
	31/12/2015			31/12/2016		
Trésorerie et opération interbancaires	53 320 962	1 962 863	55 283 825	49 246 842	567 311	49 814 152
Disponibilités CDD	4 423 267	1 962 863	6 386 130	4 000 138	567 311	4 567 449
Comptes déposants	45 366 182		45 366 182	41 242 175		41 242 175
<i>Comptes des dépôts auprès du Trésor</i>	45 072 869		45 072 869	40 993 132		40 993 132
<i>Comptes des dépôts auprès de la BCM</i>	293 314		293 314	249 043		249 043
Disponibilités Mandat de Gestion	531 513		531 513	384 528		384 528
Prêts à terme	3 000 000		3 000 000	3 620 000		3 620 000
<i>Prêts à terme</i>	3 500 000		3 500 000	4 120 000		4 120 000
<i>Provisions, Dép. cpt. Interm. Financiers</i>	-500 000		-500 000	-500 000		-500 000
Crédit à la clientèle	15 027 745	3 524 510	18 552 255	16 174 567	4 926 039	21 100 606
<i>Crédit à la clientèle</i>	15 105 229	3 566 534	18 671 763	16 338 645	5 084 034	21 422 679
<i>Provisions, dépr. cptes de la clientèle</i>	-77 484	-42 025	-119 509	-164 078	-157 995	-322 073
Crédit Mandat de Gestion	3 900 008		3 900 008	3 449 696		3 449 696
Comptes d'attente et de régularisation	2 369 657	5 458 606	7 828 262	2 699 451	4 758 245	7 457 696
<i>Comptes d'attente CDD</i>	1 166 178	239 887	1 406 065	1 369 096	272 303	1 641 399
<i>Provisions, Dép. cptes, déb. divers</i>				-203 893		-203 893
<i>Comptes d'attente Mandats De Gestion</i>	11 414		11 414	11 530		11 530
<i>Comptes de liaison & Inter activité</i>	1 192 064	5 218 719	6 410 783	1 522 718	4 485 942	6 008 660
Capital non versé	3 000 000	0	3 000 000	3 000 000		3 000 000
Immobilisations nettes	702 245		702 245	591 869		591 869
Immobilisations corporelles	482 453		482 453	381 660		381 660
Immobilisation d'exploitation	627 463		627 463	601 171		601 171
Immobilisation hors exploitation	15 725		15 725	15 725		15 725
Immobilisation en cours	7 436		7 436	7 436		7 436
Dotations aux Amortissements	-168 170		-168 170	-242 672		-242 672
Frais et Valeurs Incorporels Immobilisés	219 791		219 791	210 209		210 209
Frais immobilisés	78 885		78 885	86 385		86 385
Immobilisations incorporelles	197 532		197 532	201 679		201 679
Dotations aux Amortissements	-56 626		-56 626	-77 855		-77 855
Titres de participation	1 161 000		1 161 000	1 161 000		1 161 000
Total Actif	79 481 616	10 945 979	90 427 595	76 323 425	10 251 594	86 575 019
HORS BILAN						
Mandat gestion	4 050 000		4 050 000	4 050 000		4 050 000
Garanties reçues	900 000		900 000	900 000		900 000
Cautions reçues	26 582		26 582	26 582		26 582
Cautions avance de démarrage	2 734 785		2 734 785	3 042 338		3 042 338
Cautions Bonne Fin			0	38 038		38 038
Garanties hypothécaire reçues	2 597 449	2 376 942	4 974 390	2 873 075	4 027 103	6 900 178
TOTAL HORS BILAN	10 308 816	2 376 942	12 685 758	10 930 035	4 027 103	14 957 138

2.1. Note relative à l'actif du bilan

2.1.1. Trésorerie et opérations interbancaires

La rubrique « trésorerie et opérations interbancaires » est passée de 55.283 milliards en 2015, à 49.814 milliards en 2016, soit une baisse de 10 % en valeur relative et 5,469 milliard en valeur absolue.

Cette baisse s'explique par :

- ☞ La baisse du disponible de la CDD (-1.819 Milliards) qui est passé de 6.386 milliards en 2015 à 4.567 milliards en 2016;
- ☞ La diminution des dépôts (-4.124 Milliards) qui sont passés de 45.366 milliards en 2015 à 41.242 milliards en 2016;
- ☞ La baisse du disponible du Mandat de Gestion qui est passée de 0.532 milliard en 2015 à 0.385 milliard en 2016, soit une diminution de 0.146 milliard ;
- ☞ la hausse du poste prêt à terme qui a enregistré une augmentation de 0.620 milliards en 2016;

Au 31.12.2016, la rubrique, trésorerie et opérations interbancaires, se répartit comme suit :

☞ Encaisse CDD:	0.046 Milliards
☞ Trésor public:	45.427 Milliards
☞ BCM Fonctionnent :	0.069 Milliards
☞ Comptes CDD/Banques :	0.018 Milliards
☞ BCM Dépôts :	0.249 Milliards
☞ Opérations à terme:	3.62 Milliards
☞ Trésorerie du Mandat de Gestion :	0.385 Milliard

2.1.2. Crédit à la clientèle

Le portefeuille de crédits à la clientèle de la Caisse est passé de 18.552 milliards en 2015, à 21.1 milliards en 2016, soit une augmentation de 14 % en valeur relative et 2.548 milliards en valeur absolue. Cette augmentation s'explique par le financement de l'opération de commercialisation du riz d'une part et par le financement des petites et moyennes entreprises d'autre part. Il se répartit entre les directions de la CDD, comme suit :

- ☞ Crédits DDC: 16.174 milliards ;
- ☞ Crédits DD: 4.926 Milliards.

2.1.3. Crédit au titre du Mandat de Gestion

L'encours des crédits du Mandat de Gestion est passé de 3.9 Milliards, en 2015, à 3.45 milliards en 2016, dont 416 Millions représentant le financement de 16 embarcations pontées à Nouadhibou DB.

Le montant des crédits distribués dans le cadre du programme du Mandat de Gestion hors embarcations pontées s'est élevé au 31 décembre 2016 à 5.296 milliards.

2.1.4. Les comptes d'attente et de régularisation

Le solde de cette rubrique s'élève, au 31/12/2016, à 7.458 milliards regroupant les opérations en attente de régularisation suivantes :

- ☞ « Etat Mandat de Gestion » en attente de régularisation : 0.01 Milliards
- ☞ « Comptes d'attentes CDD » : 1.641 milliards dont :
 - Produits à recevoir : 1.080 milliards : ce montant représente les produits à recevoir relatifs à la rémunération de la CDD au titre des dépôts au Trésor public non encore encaissée (0.415 Milliards), le produit sur Mandat de gestion (0.171 Milliards), subvention d'équilibre relative au crédit agricole de Mauritanie (0.446 Milliards) et produits non encaissés relatifs aux crédits à terme accordés aux institutions financières et établissements publics (0.048 Milliards).
 - Créances rattachées (contrepartie des produits courus et non échus) : 0.104 milliards ;
 - Ecart de réévaluation de la ligne FADES : 0.182 milliards ;
 - Autres actifs : 0.275 milliards ;
- ☞ Comptes de liaison & Interactivités : 6.008 Milliards.

2.1.5. Le capital non versé

Cette rubrique représente la partie du capital souscrit et non encore versée par l'Etat, soit 3 milliards d'Ouguiya.

2.1.6. Les Immobilisations

Les immobilisations brutes s'élèvent au 31.12.2016 à 912 millions, répartis comme suit :

- Matériel informatique :	137 millions ;
- Mobiliers/Matériels de bureau	76 millions ;
- Constructions	259 millions ;
- Transport (Véhicules)	45 millions ;
- Autres Matériels & équipements	131 millions ;
- Agencement et aménagement	39 millions ;
- Logiciels	202 millions ;
- Immobilisation hors exploitation	23 millions.

2.1.7. Les titres de participation

Au 31.12.2016, les titres de participation s'élèvent à 1,161 milliards :

- Participation au capital de la Télédiffusion de Mauritanie :	100 millions ;
- Participation au capital de la radio de Mauritanie :	50 millions ;
- Participation au capital de la Télévision de Mauritanie :	50 millions ;
- Participation au capital de la NOVEC Mauritanie SAS :	51 millions ;
- Participation au capital du Crédit Agricole de Mauritanie (CAM) :	910 millions.

Passif (en milliers d'Ouguiya)						
Libellé	DDC	DD	CDD	DDC	DD	CDD
	31/12/2015			31/12/2016		
Trésorerie et opération interbancaires	65 068 138	151 674	65 219 812	61 144 328	143 615	61 287 943
Dépôts à la CDD	49 801 188	151 674	49 952 862	45 956 497	143 615	46 100 112
Compte de Transformation	8 581 606		8 581 606	9 287 608		9 287 608
Opérations de Mandats de Gestion	4 278 196		4 278 196	4 426 722		4 426 722
Dépôts à terme	2 407 148		2 407 148	1 473 501		1 473 501
Comptes d'attente et de régularisation	7 640 403	74 628	7 715 032	7 742 263	194 476	7 936 739
Comptes d'attente CDD	544 533	74 628	619 161	979 878	137 353	1 117 230
Comptes d'attente Mandats De Gestion	616 246	0	616 246	797 358	0	797 358
Comptes de liaison & Inter activité	6 479 624	0	6 479 624	5 965 027	57 123	6 022 150
Emprunt	0	5 959 966	5 959 966	0	5 021 833	5 021 833
Capitaux propres	6 773 075	4 759 711	11 532 786	7 436 834	4 891 670	12 328 504
Capital libéré	2 520 792	4 500 000	7 020 792	2 520 792	4 500 000	7 020 792
Capital non libéré	3 000 000	0	3 000 000	3 000 000	0	3 000 000
Réserves	271 589	129 566	401 155	711 907	199 633	911 540
Provisions	394 770	36 723	431 492	579 424	53 204	632 628
Résultat avant impôts	781 621	124 564	906 184	832 947	185 111	1 018 058
IMF	-79 017	-8 533	-87 550	-73 102	-12 289	-85 391
BIC	-116 680	-22 607	-139 287	-135 134	-33 989	-169 123
Résultat Net	585 924	93 423	679 346	624 710	138 833	763 544
Total Passif	79 481 616	10 945 979	90 427 595	76 323 425	10 251 594	86 575 019
HORS BILAN						
C/P Mandat gestion	4 050 000		4 050 000	4 050 000		4 050 000
C/P Garanties reçues	900 000		900 000	900 000		900 000
C/P Cautions reçues	26 582		26 582	26 582		26 582
C/P avance de démarrage	2 734 785		2 734 785	3 042 338		3 042 338
Cautions Bonne Fin	0		0	38 038		38 038
Garanties hypothécaire reçues	2 597 449	2 376 942	4 974 390	2 873 075	4 027 103	6 900 178
TOTAL HORS BILAN	10 308 816	2 376 942	12 685 758	10 930 035	4 027 103	14 957 138

2.2. Note sur le Passif du Bilan

2.2.1. Trésorerie et opérations interbancaires

La trésorerie passive de la CDD est passée de 65.2 milliards en 2 015, à 61.3 milliards en 2 016, soit une baisse de 6 % (3.9 milliards en valeur absolue).

Cette position résulte de :

- ☞ la baisse des dépôts au Trésor public (-3.8 Milliards) ;
- ☞ la baisse des dépôts à terme (-0.9 Milliards) ;
- ☞ la hausse des financements accordés aux politiques publiques dans le cadre de la convention sur le compte de transformation (+0.7 Milliards) ;
- ☞ la hausse des opérations du Mandat de Gestion (+0.1 Milliards).

Les dépôts à la CDD s'élèvent à 46.1 Milliards, dont :

- ☞ Dépôts des anciens déposants de la CDD (CNAM, CNSS, etc.) : 4.8 milliards ;
- ☞ Compte de dépôts et consignation : 4.6 milliards ;
- ☞ Dépôts des nouvelles entreprises et organismes publics : 36.4 Milliards;
- ☞ Comptes à vue auprès de la CDD : 0.3 milliards ;

Les dépôts à terme s'élèvent à 1.4 Milliards, représentant les dépôts effectués par la Société de Gestion de Manantali (SOGEM).

2.2.2. Comptes d'attente et de régularisation

Le solde de cette rubrique s'élève à 7.9 milliards regroupant :

- ☞ Le solde du compte d'attente « Etat Mandat de Gestion » : 0.8 milliards millions;
- ☞ Comptes de liaison & Interactivités : 6 Milliards;
- ☞ « Comptes d'attentes CDD » : 1.1 milliards dont :
 - Les charges à payer : 397 millions : diverses charges dues et non encore décaissées au 31 /12/2016;
 - Produits perçus d'avance (13.6 millions), représentent les intérêts payés d'avance dans le cadre des opérations effectuées entre la CDD et des banques de la place;
 - Autres passifs en attente de régularisation (705 millions).

2.2.3. Emprunt

Le montant de ce poste (5 Milliards) représente la contrevaletur en Ouguiya de l'emprunt effectués auprès du FADES décaissé et non encore remboursé au 31/12 /2016.

1.1. Capitaux propres

Le montant des capitaux propres s'élève au 31.12.2016 à 12.3 milliards contre 11.5 milliards en 2015, soit une augmentation de 0.8 milliards due à la hausse des réserves (+0.51 Milliards), à la variation des provisions pour pertes et charges (+0.2 Milliards) et à la variation du résultat de l'exercice (+0.09 Milliards).

Les capitaux propres se répartissent au 31/12/2016 comme suit :

☞ Capital CDD libéré :	7.021 Milliards;
☞ Réserves :	0.911 Milliards;
☞ Provisions pour pertes et charges:	0.632 Milliards;
☞ Capital souscrit non libéré (CDD) :	3 Milliards;
☞ Résultat net de l'exercice 2016:	0.764 Milliards.

2.2.4. Hors Bilan

Le portefeuille des engagements, donnés et reçus, en hors-bilan s'élève, au 31/12/ 2016, à 14.957 milliards d'Ouguiya enregistrant une augmentation de 18% (2.3_Milliards) par rapport à l'exercice 2015.

Ce portefeuille concerne :

☞ Mandat de gestion FSE:	4.050 milliards ;
☞ Garantie reçue de l'Etat :	0.9 milliard ;
☞ Cautions avance de démarrage :	3.042 Milliards;
☞ Garanties hypothécaire reçues:	6.9 milliard ;
☞ Cautions Bonne Fin :	0.038 milliard ;
☞ Diverses cautions reçues :	0.027 Milliard.

2.3. Le compte de résultat

Montants en milliers d'Ouguiyas				
Libelle	Jan-Déc 15	Jan-Déc 16	Ecart	%
Produits d'exploitation bancaire	3 470 347	3 415 658	-54 689	-2%
Produits accessoires	350	840	490	140%
Charges d'exploitation bancaire	-249 404	-267 849	-18 446	7%
PRODUIT NET BANCAIRE	3 221 293	3 148 649	-72 644	-2%
<i>Dont marge d'intérêt clientèle</i>	890 456	1 139 692	249 236	28%
<i>Dont marge d'intérêts de trésorerie</i>	1 777 295	1 614 439	-162 856	-9%
<i>Dont commissions clientèle</i>	208 522	222 428	13 906	7%
<i>Dont commissions Mandat de Gestion</i>	344 670	171 250	-173 420	-50%
<i>Dont Produits accessoires</i>	350	840	490	140%
Charges externes liées à l'investissement	-48 533	-47 806	727	-1%
Charges externes liées à l'activité	-167 462	-129 046	38 416	-23%
Charges et pertes diverses	-13 561	-10 436	3 125	-23%
Frais de personnel	-1 287 230	-1 092 480	194 750	-15%
Impôts, taxes et versements assimilés	-210 283	-192 738	17 545	-8%
Total Frais Généraux	-1 727 069	-1 472 506	254 563	-15%
Dotations aux comptes d'amortissements	-100 892	-103 694	-2 802	3%
TOTAL Frais Généraux et Amortissements	-1 827 962	-1 576 200	251 762	-14%
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 393 331	1 572 449	191 024	14%
CHARGES DE RISQUE	-459 664	-555 079	-95 414	21%
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-27 483	688	28 171	-103%
RESULTAT DE L'EXERCICE	906 184	1 018 058	111 874	12%

2.3.1. Produit Net Bancaire (PNB)

Le produit net bancaire s'est élevé au 31/12/2016, à 3.148 Milliards, soit une diminution de 2% en valeur relative et 73 millions en valeur absolue par rapport à l'exercice de 2015. Cette situation s'explique par :

- ☞ la baisse des produits perçus sur les dépôts rémunérés (150 millions);
- ☞ la hausse des intérêts sur découverts (152 millions);
- ☞ la hausse des intérêts et marges sur prêts accordés (97 millions) ;
- ☞ La hausse des commissions (13 millions); justifiée essentiellement par l'augmentation des commissions sur découvert ;
- ☞ la baisse des produits sur Mandat de Gestion (173 millions) ;
- ☞ la hausse des frais financiers (18 millions) ;
- ☞ la hausse des revenus des opérations des crédits à terme accordés à certaines banques locales (6 millions) ;

2.3.2. Frais Généraux

Le montant des frais généraux est passé de 1.727 milliards au 31/12/2015, à 1.472 milliards en 2016 soit une diminution de 255 millions en valeur absolue et 15% en valeur relative.

Cette position s'explique par :

- ☞ la baisse des charges externes liées à l'investissement (-1 millions) ;
- ☞ la baisse des charges externes liées à l'activité (-38 millions), soit -23%;
- ☞ la baisse des charges du personnel (-195 millions), soit -15% ;
- ☞ la diminution du poste « impôt et taxes et versements assimilés » d'un montant de 18 millions, soit 8% ;
- ☞ Il est à noter que les charges et pertes diverses en 2016 ont connu une baisse de 3 millions, soit 23%.

2.3.3. Les Amortissements

Les amortissements ont connu une légère évolution de +3%, soit une hausse de 2.8 millions par rapport à l'exercice 2015.

2.3.4. Les charges liées aux risques

Le montant de ce poste au 31/12/2016 s'élève à 555 millions, contre 460 millions en 2015. Il est constitué de :

- ☞ provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle (169 millions) ;
- ☞ dotations aux provisions pour risques et charges relatif à l'emprunt FADES (182 millions);
- ☞ provisions pour dépréciation des comptes des tiers (204 millions).

2.3.5. Le résultat exceptionnel

Le montant du résultat exceptionnel s'élève au 31/2/2016 à 0.7 millions.

2.3.6. Le résultat

Le résultat de l'exercice 2016 fait ressortir un bénéfice de 1.018 Milliards, soit une évolution de 12% (112 millions) par rapport à 2015, suite à un résultat brut d'exploitation positif 1.572 Milliards.